

L'hypothèse d'un « *deep state* » à la française

Il s'agit d'étudier, dans une dynamique pluri-disciplinaire, l'hypothèse d'un « Etat profond » (« *deep state* ») à la française, pouvant être caractérisé par des logiques profondes de résistance au changement, d'inertie et d'auto-reproduction.

Traduction de l'américain *Deep State*, l'« Etat profond » est un concept politique mis en avant par les universitaires David Wise et Thomas B. Ross au début des années 1960 (27) : « Il existe, à l'heure actuelle, deux gouvernements aux Etats-Unis, l'un est visible, l'autre est invisible ; le premier est le gouvernement dont les journaux entretiennent les citoyens et dont les manuels de civisme parlent aux écoliers ; le second est un mécanisme caché et imbriqué, (...) une galaxie informe d'individus et d'agences ».

Redéveloppé par Donald Trump et par la « droite alternative » (« Alternative Right » ou « alt-right ») idéologie d'extrême droite, à tendance suprémaciste blanche (28), le concept, qui a été utilisé à plusieurs reprises par Emmanuel Macron ces dernières années, fait référence à l'idée qu'il existerait au sein de l'Etat une logique parallèle, plus ou moins informelle, qui sur-déterminerait la mise en œuvre des orientations et décisions politiques.

L'expression employée par des complotistes, d'extrême droite et populistes, a fait l'objet d'une série d'articles dans le quotidien libéral *L'Opinion* (29) et le n°2 de la revue de Michel Onfray, *Front populaire* (30) y a été consacré. Dans cette publication, l'économiste Jacques Sapir explique que l'usage de 'l'Etat profond' « vise à analyser, ou à décrire, des situations où le pouvoir politique démocratiquement élu se heurte à des résistances venues de l'administration ou à de la connivence entre une partie de cette administration et des intérêts particuliers. Il pose alors la question de l'« unité de l'Etat » ». Et il conclut que « le terme d'Etat profond renvoie à des réalités incontestables et diverses qui invitent à se défaire d'une vision simpliste d'un appareil d'Etat unifié et obéissant, et à comprendre tant la nature des conflits qui le traversent que la possibilité toujours présente d'émergence d'une idéologie particulière ; directement antagonique aux principes de la légitimité démocratique ».

Pour Gérald Bronner (31), l'Etat profond est « la stigmatisation du caractère illusoire supposé du monde, et du pouvoir en particulier » ; le terme n'est pas approprié dans les républiques démocratiques comme la France. Cet Etat souterrain serait constitué soit par un noyau de la classe dominante, soit par des représentants d'intérêts et serait la composante la plus agissante et la plus secrète de l'establishment, qui agirait de manière occulte, formant une hiérarchie parallèle, comme un Etat au sein même de l'Etat. Il influencerait la politique conduite par les autorités officielles dans un sens pouvant être contraire aux objectifs pour lesquels ces dernières auraient été élues. L'Etat profond se perpétuerait indépendamment des résultats des élections, pouvant ainsi contrecarrer toute tentative de réforme ou tout mouvement social auquel il serait opposé. C'est une hiérarchie parallèle qui détiendrait secrètement le vrai pouvoir décisionnel quand l'Etat de droit ne serait qu'illusion.

Gérald Bronner souligne qu'il y a « d'autres sources de pouvoir dans la démocratie que des individus légalement élus : il y a les lobbies, le pouvoir universitaire, le pouvoir médiatique : toutes sortes de pouvoirs qui ne sont pas assujettis au rythme de la démocratie », mais que « la naïveté de la théorie conspirationniste de l'Etat profond est de supposer, par une lecture monocausale, que ces contre-pouvoirs vont tous dans le même sens, qu'ils se concertent. C'est le biais d'intentionnalité : attribuer quelque chose à des groupes non constitués, qui à ma connaissance ne se réunissent pas. Il donne lieu à toute une série de croyances et de fantasmes ».

« La grande force de l'Etat profond, c'est l'inertie, pas le complot », précise Hubert Védrine (32).

(27) *The Invisible Government*, Random House, 1964.

(28) Stéphane François, *Qu'est ce que l'Alt right*, note de la Fondation Jean Jaurès, <https://www.jean-jaurès.org/publication/quest-ce-que-lalt-right/>, 2017.

(29) Juillet 2020.

(30) Automne 2020.

(31) *L'Opinion*, 22 juillet 2020.

(32) *Le Monde*, 11 septembre 2019.

Il existe plusieurs manières d'interpréter ce concept. La première est complotiste : il y aurait, tapi dans nos institutions, un Etat secret qui gouvernerait hors du contrôle démocratique. La seconde interprétation renvoie à l'histoire longue : la société française resterait profondément marquée par la monarchie absolue et l'Etat administratif mis en place par Bonaparte et l'Etat profond aurait survécu presque intact aux innombrables changements de régime que la France a connu depuis 1789.

La troisième s'appuie sur la sociologie politique : l'Etat profond serait constitué de la haute administration et ses grands corps. C'est ainsi qu'en 1967 était publié *L'énarchie ou les mandarins de la société bourgeoise* de Jacques Mandrin pseudonyme de Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Alain Gomez (33), qui précisait « l'activité inlassable et gourmée de tant d'anciens bons élèves commence cependant d'effrayer. Le pays avait eu, il y a trente ans, le cauchemar de la Synarchie, mais elle n'existait pas ; il découvre l'Enarchie, elle existe bel et bien. Il en ressent l'effroi d'un honnête homme qui se réveille ficelé par des brigands ». dans le même esprit, l'ancien conseiller de Lionel Jospin et de François Hollande, Aquilino Morelle, ajoute que « la forme la plus contemporaine et la plus efficace de l'Etat profond, c'est le conformisme » (34).

Selon les locuteurs, l'Etat profond peut renvoyer à Bercy, au processus d'intégration européenne, au Quai d'Orsay, aux services secrets, au Conseil d'Etat ou plus généralement à toute forme d'« Etat dans l'Etat ».

Pour Jean-Ludovic Silicani (35), ancien commissaire à la réforme de l'État, même si la haute fonction publique n'est pas exempte de toute critique, « il n'existe pas en France, de façon systémique au sein de l'État, une organisation pilotée par tout ou partie de la haute fonction publique, qui aurait pour objet de faire obstacle aux décisions des responsables politiques, ou à leur imposer les siennes, ce qui caractériserait un 'État profond'. Cela ne veut pas dire que la haute fonction publique soit exempte de critiques : les modalités de sa sélection, de sa formation, de ses parcours professionnels ou de ses déroulements de carrière ont été réformées et devront encore être améliorées, notamment en matière de gestion des ressources humaines. Mais il serait injuste et surtout contreproductif de faire peser sur ses épaules les deux principales critiques qui sont adressées à juste titre à l'État depuis des décennies : d'une part, la complexité des normes(36) et des procédures, d'autre part, l'insuffisante efficacité des services publics au regard du niveau élevé des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires ».

Le concept d'« Etat profond » est un des aspects possibles qui peut permettre de rendre compte de la « boîte noire » qu'est l'Etat. On ne peut pas le balayer d'un revers de main au motif que le concept vient des USA et qu'il est instrumentalisé par complotistes et populistes. Il faudrait poursuivre l'investigation en prenant au sérieux l'hypothèse.

Tout comme il faut approfondir toutes les racines qui fondent la fameuse déclaration de Margaret Thatcher, TINA, « *There is no alternative* ».

Il faut donc poursuivre et approfondir l'investigation. Les récents ouvrages de Jean-Pierre Jouyet (37), d'Agnès Buzyn (38) ou de Jean-François Delfraissy (39) peuvent permettre d'étayer les analyses et de situer les enjeux dans le contexte présent. Tout comme il faut prendre en compte les activités croissantes de renseignement intérieur et extérieur (40), les ressorts d'une domination sur la société et sur chacun de ses membres (41). On pourrait réexaminer ce que disait Pierre Bourdieu (42) qui, dévoilant les illusions de la « pensée d'État », vouée à entretenir la croyance en un principe de gouvernement orienté vers le bien commun, se montre tout autant critique à l'égard de l'« humeur anti-institutionnelle », prompt à résumer la construction d'un appareil bureaucratique à une fonction de maintien de l'ordre social.

(33) La Table ronde.

(34) *L'Abdication*, Grasset, 2017.

(35) Acteurs publics, 27 juin 2023.

(36) Voir Jean-Denis Combrexelle, *Les normes à l'assaut de la démocratie*, Odile Jacob, 2024

(37) *Est-ce bien nécessaire, Monsieur le Ministre ?*, Albin Michel, 2023.

(38) *Journal*, Flammarion, 2023.

(39) *Un médecin au front*, Seuil. 2023.

(40) Sébastien-Yves Laurent, *Le secret de l'Etat : surveiller, protéger, informer. XVIIe-XXIe siècle*, Nouveau Monde, 2023.

(41) Pierre Dardot et Christian Laval, *Dominer - Enquête sur la souveraineté de l'Etat en Occident*, La Découverte, 2020.

(42) *Sur l'État - Cours au Collège de France (1989-1992)*, Points, 2015.

